

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2016)
Heft: 2111

Artikel: Combattre le djihadisme avec les musulmans : une collaboration de l'autorité publique avec les musulmans est opportune
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023370>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

monocultures et de pillage des matières premières a aussi maintenu une frange de la population dans la pauvreté. La richesse globale d'un pays n'implique pas de manière mécanique le bien-être de ses habitants. Brandir la contrainte de la croissance permet d'éviter de débattre de la redistribution équitable des richesses. Avenir Suisse ne s'en cache pas et appelle à l'augmentation du gâteau plutôt que de se plaindre de la distribution inégale des parts de ce gâteau.

La croissance pour assurer le financement de la prévoyance vieillesse? Les prévisions démographiques annoncent, il est vrai, une détérioration du ratio actifs/non actifs. Mais on peut imaginer d'autres sources de financement que des prélèvements accrus sur les salaires. Par exemple par le

biais de la fiscalité, notamment la taxation des successions qui répugne tant à ces esprits libéraux, quand bien même elle exprime parfaitement l'exigence d'égalité des chances et à la primauté du mérite prônées par le libéralisme.

Pour creuser le sujet:

- Jean Gadrey, [Adieu à la croissance](#), Les Petits Matins, 2013
- Urs P. Gasche, Hanspeter Guggenbühl, [Schluss mit dem Wachstumswahn](#), Rüegger Verlag, 2010

On peut continuer l'énumération. Il n'existe pas de corrélation entre le niveau des dépenses de santé et l'espérance de vie. Pas plus qu'entre le [niveau du PIB et la qualité de vie](#) dès lors que le revenu moyen annuel dépasse

15'000 dollars. Aux Etats-Unis, [l'indicateur de santé sociale](#) – mortalité infantile, espérance de vie des plus de 65 ans, chômage, salaire moyen et douze autres variables – ne cesse de se détériorer depuis 1970, alors même que le PIB augmente régulièrement.

Avenir Suisse concède que la croissance peut générer des effets négatifs qu'il est possible de minimiser par une meilleure organisation. Mais elle reste muette lorsqu'il s'agit de montrer concrètement comment discipliner cette croissance.

Et conclut sur des revendications – flexibilisation du marché du travail, climat fiscal acceptable, stimulation de la concurrence et abrogation des réglementations trop nombreuses – qui toutes doivent doper la croissance.

Combattre le djihadisme avec les musulmans

Une collaboration de l'autorité publique avec les musulmans est opportune

Albert Tille - 01 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28872>

La Suisse n'a pas connu d'attentats terroristes islamistes. Mais elle n'est pas totalement à l'abri. Plusieurs dizaines de musulmans ont rejoint Daech. Bien qu'ils ne représentent qu'une infime minorité des 450'000 musulmans suisses, les radicalisés constituent un danger potentiel.

Le [Conseil fédéral](#) prend des mesures de protection et renforce les effectifs de lutte contre le terrorisme. Le [Parlement](#) adopte une nouvelle loi sur le renseignement. Combattue par référendum, elle sera soumise au peuple à l'automne ([DP 2105](#)).

La Suisse se protège aussi contre la radicalisation des

musulmans en prison. Ils sont exceptionnellement nombreux en Suisse romande puisqu'ils représentent 53% des détenus de la prison de Champ-Dollon et 39% de ceux des Etablissements de la Plaine de l'Orbe. Un [cours de sensibilisation](#) est organisé cette année à l'intention du personnel pénitentiaire.

L'univers carcéral attise la religiosité, comme l'atteste une [étude](#) du Fonds national. Un encadrement par des aumôniers s'avère indispensable pour éviter des endoctrinements extrémistes. Mais, aujourd'hui encore, les aumôniers musulmans ont un accès aux prisons moins facile que les catholiques ou les protestants ([DP 1900](#)).

On connaît également des cas de radicalisation en mosquée, par exemple au [Petit-Saconnex](#) ou à [Winterthur](#). Mais, selon [Miryam Eser Davolio](#), enseignante au département de travail social de la Haute école spécialisée de Zurich, les mosquées jouent plutôt le rôle d'institutions préventives.

Une collaboration de l'autorité publique avec les musulmans est donc opportune. La relation entre l'Etat et les communautés religieuses étant de compétence cantonale, il y a 26 régimes différents décrits dans une [étude](#) commandée par la Commission fédérale contre le racisme.

La Constitution vaudoise de 2003 ([DP 2065](#)) accorde le [statut privilégié](#) d'institution de

droit public aux Eglises protestantes et catholiques, accompagné d'un financement puisé dans les caisses de l'Etat. La communauté israélite est simplement reconnue comme institution d'utilité publique. Les associations musulmanes pourront accéder au même statut si elles en font la demande. Elles pourront ainsi avoir notamment un accès plus facile aux hôpitaux et aux prisons pour accompagner leurs membres.

Mais, pour être reconnues, elles doivent faire la preuve de leur caractère «[helvético-compatible](#)». En clair, il leur incombe de démontrer qu'elles peuvent s'intégrer à la communauté en répondant aux exigences assez strictes de la loi. L'[Union vaudoise des associations musulmanes](#) hésite encore à faire le pas.

A Genève, la [Constitution](#) de 2012 confirme la laïcité de l'Etat qui observe la neutralité religieuse et ne finance aucune activité culturelle des communautés religieuses, avec lesquelles les autorités entretiennent néanmoins des relations suivies. La [loi d'application](#) présentée en

novembre 2015 par le gouvernement précise la nature de ces relations. Conformément à la neutralité religieuse, les communautés musulmanes qui respectent les valeurs fondamentales auront les mêmes droits que les autres Eglises. Elles pourront donc demander au fisc cantonal de prélever pour elles une contribution religieuse. Comme celle en vigueur actuellement, ladite contribution ne sera pas obligatoire pour les fidèles.

Cette disposition permettra un financement transparent des mosquées en lieu et place d'une contribution étrangère, notamment saoudienne. La gauche de la gauche refuse formellement que l'Etat devienne percepteur pour mieux contrôler les mosquées. Le Parlement genevois doit encore se prononcer.

La comparaison entre les modèles vaudois et genevois est intéressante. La très laïque Genève se montre ainsi plus ouverte à l'égard des musulmans que le canton de Vaud, qui n'a pas su complètement rompre les anciens liens entre l'Eglise et l'Etat.

Agressions du Nouvel An: et si on sortait de la pensée binaire?

Le féminisme n'a pas à être écartelé entre islamophobie et antiracisme

Invitée: Sylvie Arsever - 28 janvier 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28858>

Le débat autour des agressions sexuelles imposées à des

centaines de femmes allemandes pendant la nuit de

la Saint-Sylvestre bouscule les valeurs de gauche et divise la